

Affaire suivie par : Christophe HENNEBELLE  
christophe.hennebelle@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02-72-74-77-94

Nantes, le 05/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RENOVEMBAL SAS**

1 rue de la Pélissière  
44118 La Chevrolière

Références : 2024\_N3\_239

Code AIOT : 0006301186

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement RENOVEMBAL SAS implanté 1 rue de la Pélissière 44118 La Chevrolière. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENOVEMBAL SAS
- 1 rue de la Pélissière 44118 La Chevrolière
- Code AIOT : 0006301186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RENOVEMBAL est spécialisée dans la réutilisation des emballages industriels. Ce site a fait l'objet d'une nouvelle autorisation environnementale pour un projet d'extension et de modernisation de ses activités (arrêté préfectoral d'autorisation en date du 6 novembre 2023).

Thèmes de l'inspection :

- Visite suite à obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2023
- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications des installations	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Demande d'action corrective	30 jours
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Demande d'action corrective	30 jours
4	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Demande d'action corrective	30 jours
6	Limitation de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, articles 5.1.2 et 5.1.3	Demande d'action corrective	30 jours
7	Captation des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.4.2	Demande d'action corrective	30 jours
8	Emissions d'alcalins	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.5	Demande d'action corrective	30 jours
9	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.7	Demande d'action corrective	30 jours
11	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 5.6	Demande d'action corrective	30 jours
12	Contrôle de la situation sonore	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 6.3	Demande d'action corrective	30 jours
14	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 7.7	Demande d'action corrective	30 jours
15	Parois coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article Annexe 2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
10	Mesures des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
13	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 7.3.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet d'importants investissements en 2023 (notamment à travers l'installation d'une ligne de broyage des déchets plastiques ou la mise en place d'un dispositif de captation des émissions de COV). Il est important que l'exploitant règle au plus vite le problème de nuisances sonores engendrées par le fonctionnement de la nouvelle ligne de broyage de déchets plastiques

sous peine de proposition de mise en demeure dès réception des futurs résultats de contrôles en cas de dépassements des émergences. Par ailleurs, l'incident de début janvier 2024 a provoqué la mise à l'arrêt d'une ligne de nettoyage de fûts qu'il est important de remettre en service dans les meilleurs délais pour limiter les émissions de COV associées à ce type d'opérations.

D'autres non-conformités ont été mises en évidence durant cette visite pour lesquelles il est attendu de la part de l'exploitant un plan d'action sous 1 mois accompagné d'un échéancier.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Modifications des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Modification des installations
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 6 novembre 2023 pour un projet d'extension de ses activités. Au jour de l'inspection, l'exploitant a concrétisé certains des projets prévus dans son dossier de demande d'autorisation (notamment la réfection de la ligne de broyage des déchets plastiques). Par contre, certains projets prévus dans le dossier ne sont pas encore réalisés (notamment la prévision d'extension fin 2024 en fonction du bilan comptable sur une nouvelle parcelle pour la création d'un parking ou la construction du hall 3 et de l'auvent 4). L'exploitant a indiqué que certains projets pourraient être définitivement abandonnés (notamment la ligne de traitement cryogénique sans que les projets de construction de bâtiments ne soient remis en cause). <b>Non conformité 1 :</b> L'exploitant devra porter à la connaissance du préfet les modifications envisagées vis-à-vis du contenu du dossier de demande d'autorisation (notamment sur la destination de la zone du hall 3 et de l'auvent 4) et indiquer, dans l'attente de ces travaux, les types de stockage réalisés sur ces zones (avec mise à jour des informations présentes en annexe 1 de l'arrêté préfectoral : les destinations actuelles de certaines zones de stockage étant erronées).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N°2 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b> Les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sont opposables à l'exploitant, car le site relève de la rubrique 2718 avec un régime d'autorisation. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks qui selon ses déclarations : - est mis à jour de façon hebdomadaire en ce qui concerne le nombre d'emballages recensés sur le

site (fûts et GRV).

- au jour de l'inspection, le site comportait notamment 300 cuves à laver, 391 cuves lavées, 47 big-bags de broyats de plastique, 192 fûts à laver, 2 t de solvants et environ 29,2 t de déchets
- ces quantités sont inférieures à celles autorisées dans l'arrêté d'autorisation.

Lors de l'inspection, un contrôle sur site a permis de vérifier le stock de big-bags de plastiques broyés ainsi que le nombre de fûts métalliques à laver.

L'exploitant a indiqué que le fichier était accessible au poste de garde et qu'une sauvegarde était réalisée.

**Non-conformité 2 :** Toutes les informations ne sont pas présentes dans le tableau en question (notamment en ce qui concerne les stocks de déchets (y compris dangereux) qui font l'objet actuellement d'un enregistrement manuscrit dans un cahier dans le bureau du responsable HSE). Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de garantir que l'état des stocks serait accessible en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. De plus, l'état des stocks ne comprend pas actuellement d'information sur la localisation des stockages au sein de l'entreprise et ne comprend pas de plan général associé à cet état des stocks.

**Observation 1 :** il serait pertinent que ce tableau précise le classement ICPE des différents stockages et reprenne également l'information quant aux quantités maximales autorisées dans l'arrêté par zone.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

### N°3 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

**Constats :**

**Non-conformité 3 :** L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une mise à jour quotidienne de l'état des stocks des matières dangereuses (cet état des stocks étant effectuée plutôt à une fréquence hebdomadaire).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

### N°4 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

**Constats :**

**Non-conformité 4 :** Le site ne dispose pas d'un état des stocks synthétique à destination de la population (accessible à une personne ne connaissant pas la réglementation).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N°5 : État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

**Constats :**

Les relevés réalisés de façon hebdomadaire par l'exploitant s'apparentent à un inventaire physique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°6 : Limitation de la consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, articles 5.1.2 et 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Limitation de la consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

La consommation totale d'eau provenant du réseau d'adduction public reste inférieure à 1 000 m<sup>3</sup>/an, tous usages confondus.

L'exploitant applique les dispositions d'économies de la ressource (prélèvement) proposées dans son dossier de demande d'autorisation, dont :

- la limitation des prélèvements des eaux de process à 600 m<sup>3</sup>/an ;
- la limitation de la consommation pour l'activité de lavage : 5 l par GRV et 2 l par fût ;
- le recyclage de l'eau consommée (évaporateur sous vide) ;
- le fonctionnement en circuit fermé de la ligne de broyage de plastiques.

**Constats :**

Le site n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 car sa consommation est inférieure à 10 000 m<sup>3</sup> et n'est pas soumis aux dispositions de l'arrêté cadre départemental sécheresse (puisque l'arrêté préfectoral prévoit des dispositions spécifiques en ce qui concerne la sécheresse). L'exploitant a répondu au questionnaire régional quant à la non soumission à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 en déclarant avoir une consommation inférieure à 10 000 m<sup>3</sup> mais sans limitation dans l'arrêté préfectoral du volume prélevable (les dispositions introduites dans l'AP étant postérieures à la réponse au questionnaire).

Le site est exclusivement alimenté par le réseau public.

**Non conformité 5 : La consommation 2023 a dépassé les 1 500 m<sup>3</sup> (dépassant la limite des 1000m<sup>3</sup> autorisées) mais certains investissements ne se sont concrétisés que début 2024 (ligne de broyage de déchets de plastiques).** Par ailleurs, l'exploitant a fait part d'une casse matériel de compresseur qui l'a amené pendant plusieurs mois à ne plus pouvoir recycler ses eaux industrielles. L'exploitant a désormais réparé ce compresseur et mis en place un stock de pièces en cas de nouvelle anomalie de ce type.

L'exploitant a fait part d'une consommation en janvier/février 2024 de 127 m<sup>3</sup> d'eau de ville sur 2 mois avec recyclage de 400m<sup>3</sup> d'eaux retraitées. L'exploitant projette une consommation d'eau industrielle sur le réseau public de moins de 600 m<sup>3</sup> dans l'année.

Le site dispose désormais d'un fonctionnement en circuit fermé sur la ligne de broyage plastiques et d'un dispositif de recyclage des eaux industrielles.

**Actuellement, le site ne dispose pas de compteur spécifique lui permettant de justifier des consommations spécifiques sur les lignes de lavage de GRV et de fût : l'exploitant est incité à mettre en place des compteurs supplémentaires dans cet objectif.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N°7 : Captation des émissions de COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Captation des émissions de COV

**Prescription contrôlée :**

La cabine de peinture, le tunnel de séchage et la cabine de lavage des fûts aux solvants sont des installations fermées. Leurs émissions sont captées par aspiration sur le toit de chaque enceinte et envoyées dans une unité de traitement de l'air qui garantit un abattement d'au moins 90 % des COV.

Le rejet se fait à une hauteur de 10 m sous un débit de 15 000 Nm<sup>3</sup>/h. La valeur limite d'émissions de COV non méthanique, exprimée en carbone total, est de < 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

La consommation de solvants de l'établissement étant supérieure à 15 t, le flux annuel d'émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés.

Les réservoirs de peintures et de solvants sont fermés et leurs pompes sont étanches.

**Constats :**

L'exploitant a mis en place en juillet 2023 son unité de captation des COV qui traite les émissions issues de la cabine de peinture, le tunnel de séchage et la cabine de lavage des fûts aux solvants (avec charbon actif vertical).

L'exploitant a présenté un 1<sup>er</sup> rapport de contrôle montrant un excellent rendement du traitement épuratoire avec 99,85 % d'efficacité et une valeur d'émission de 2,13 mg/Nm<sup>3</sup> en COV en aval du filtre avec un flux de 0,021 kg/h. L'exploitant a fait procéder à une nouvelle mesure en janvier 2024 dont il attendait le résultat lors de la visite et a prévu des mesures trimestrielles comme le prévoit l'arrêté préfectoral.

**Non-conformité 6 : Suite à un incendie ayant eu lieu en janvier 2024 ayant fait l'objet d'un signalement à l'inspection des installations classées, la cabine de lavage des fûts est actuellement hors service avec réalisation des opérations au sein de l'atelier sans dispositif de captation. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il était en attente de retours de la CARSAT et des experts pour réaliser les travaux nécessaires à la remise en service de l'installation.**

**Non-conformité 7 :** L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier lors de la visite du respect de la limite des émissions diffuses (cf autres constats sur le volet PGS).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N°8 : Émissions d'alcalins**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions d'alcalins

**Prescription contrôlée :**

La valeur limite d'émission des lignes de lavages GRV et fûts ainsi que de la cabine de lavage des fûts à l'eau ne doit pas dépasser en concentration pour les alcalins, exprimés en OH, la valeur de 10 mg/Nm<sup>3</sup> (quel que soit le flux horaire). Cette concentration se rapporte à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.

**Constats :**

**Non-conformité 8 :** La ligne de lavage des fûts automatique avec moyen d'aspiration associé n'étant pas en service, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir lors de l'inspection un rapport de contrôle des émissions atmosphériques (les émissions s'effectuant de façon diffuse actuellement).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N°9 : Plan de gestion de solvants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion de solvants

**Prescription contrôlée :**

La consommation annuelle de solvants étant supérieure à 1 t, l'exploitant établit un plan de gestion des solvants tous les ans pour l'ensemble des activités utilisatrices de solvants conforme au « Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants » établi par l'INERIS.

En complément du plan de gestion des solvants, l'exploitant met en place une veille technique dans l'objectif de substituer les peintures solvantées par des peintures sans solvant. Il examine également périodiquement les améliorations potentielles visant à diminuer les consommations de solvants. Ces veilles sont portées au rapport annuel d'activités.

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan de gestion de solvants au titre de 2023 en 2 parties :

- un suivi spécifique à l'atelier de peinture sans préciser les quantités émises à l'atmosphère ;
- un suivi spécifique à l'activité de nettoyage des fûts (2795) indiquant des émissions diffuses de l'ordre de 5 457 kg de COV émis.

Les documents présentés indiquent l'absence d'émissions de substances à mentions de dangers H340, H350x et H360X.



**Non conformité 9 :** Les documents présentés ne permettent pas de connaître :

- la quantité de COV totale émise à l'atmosphère (sous forme canalisée et sous forme diffuse) au sein de l'établissement ;
- la quantité de COV traitée par le dispositif de traitement ;
- les initiatives prises pour limiter les émissions de COV (notamment la veille sur la substitution des peintures solvantées).

L'exploitant est invité à reconfigurer son plan de gestion de solvants en tenant compte du guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants établi par l'INERIS ([https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documentsguide\\_PGS\\_nouvelle\\_version.pdf](https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documentsguide_PGS_nouvelle_version.pdf))

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N°10 : Mesures des PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures imposées au titre des PFAS

**Prescription contrôlée :**

Au titre de la rubrique 2971, l'exploitant est tenu de réaliser des mesures PFAS dans ses eaux de ruissellement avec 3 campagnes de mesures durant 3 mois consécutifs (dans un délai de 9 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'AM soit avant mars 2024)

I. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

**Constats :**

L'exploitant a renseigné sous GIDAF les résultats de la 1<sup>re</sup> campagne de mesures des PFAS réalisée en novembre 2023. Il est en attente des résultats des 2 autres campagnes réalisées en janvier et février 2024 (qui devront également être saisies sous GIDAF). L'exploitant a indiqué la détection d'un seul PFAS lors de la 1<sup>re</sup> campagne mais à une concentration qui serait jugée non significative. Les mesures portent sur les 20 P-Fas listés et les prélèvements et mesures ont été réalisés par un laboratoire agréé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N°11 : Surveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 5.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Les eaux de voiries sont contrôlées tous les semestres en sortie de séparateur d'hydrocarbures selon les paramètres prescrits ci-dessus. Au moins une des campagnes de mesures (prélèvements et analyses) est exécutée par un laboratoire extérieur appliquant les normes en vigueur. Les résultats de ce contrôle sont utilisés pour procéder à un recalage des méthodes utilisées par l'exploitant.

Les eaux de toitures sont contrôlées tous les ans selon les paramètres cités pendant 2 ans.

L'exploitant pourra ensuite demander à être exonéré de ce suivi si les résultats sont satisfaisants.

Les eaux souterraines font l'objet de deux campagnes de mesures annuelles, en période de basses

et de hautes eaux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales de voiries datant du 9 novembre 2023. Les résultats sont conformes en ce qui concerne les paramètres HCT, pH, MES et métaux.  <b>Non- conformité 10 :</b> Les résultats sont non conformes pour la DCO (540 mg/l pour une VLE à 125 mg/l) et pour la DBO <sub>5</sub> (110 mg/l pour une VLE à 30 mg/l). Suite à ces conformités, l'exploitant a réalisé un curage de ses réseaux en janvier 2024 et fait procéder à un nouveau contrôle le 24/01/24 (les résultats n'étaient pas connus au jour de l'inspection). L'exploitant n'a par ailleurs pas été en mesure de présenter les résultats de mesure sur les eaux de toiture.  L'exploitant a, par contre, réalisé une surveillance des eaux souterraines ; l'exploitant sera invité à compléter les résultats sous l'application GIDAF suite à établissement d'un cadre de surveillance (l'exploitant devant fournir les renseignements ad hoc suite au courrier électronique envoyé à ce sujet en parallèle de l'envoi de ce rapport).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N°12 : Contrôle de la situation sonore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la situation sonore
<b>Prescription contrôlée :</b> La signature sonore (niveaux en limite de propriété et émergences) est évaluée tous les ans pendant 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, dont la première campagne est réalisée dans les 6 mois qui suivent la réalisation du projet. Par la suite, la situation sonore est contrôlée tous les 3 ans ou 6 mois après une modification susceptible de faire évoluer la dernière situation
<b>Constats :</b> À la date de l'inspection, la prescription n'est pas opposable avec moins de 6 mois depuis la prise de l'arrêté préfectoral et depuis la concrétisation des travaux d'extension du site (dont une tranche reste à réaliser cf constat n°1).  Cependant, l'exploitant a fait part à l'inspection des installations classées d'une problématique qui n'avait pas été anticipée dans la conception du projet liée aux nuisances sonores de la nouvelle ligne de broyage de déchets plastiques qui s'avère extrêmement bruyante (avec des mesures au poste de travail suivant une étude CARSAT du 23 février 2024 avoisinant les 100 dB liées notamment au fonctionnement des centrifugeuses). L'exploitant a prévu de commander très rapidement un diagnostic en vue de déterminer les émergences sonores vis-à-vis des proches riverains et veut étudier dans les meilleurs délais les solutions visant à réduire l'impact sonore de cet équipement (plusieurs pistes sont à étudier : insonorisation du bâtiment ou de l'équipement, écran de protection sonore, ...). L'exploitant a indiqué que la résolution de ce sujet constituait une priorité pour ce début d'année. La ligne en question ne fonctionne que la semaine en horaire de journée sur la plage de fonctionnement 8h-17h (avec fonctionnement à mi-temps selon l'exploitant).

**Observation 2 :** L'exploitant doit tenir informé l'inspection des installations classées des résultats des prochaines mesures de bruit et présenter un échéancier de travaux dans les meilleurs délais en vue de résorber les éventuelles non-conformités en matière d'urgence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N°13 : Contrôle des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 7.3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

**Constats :**

Le rapport de vérification électrique avec une visite datant du 21/11/2023 met en évidence 4 non-conformités, l'exploitant a été en mesure de justifier de l'engagement des actions correctives correspondant à ces anomalies (avec traçabilité des actions conduites, mesure de prise de terre et fourniture du plan de zonage ATEX à l'organisme de contrôle).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N°14 : Confinement des eaux d'extinction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 7.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

**Prescription contrôlée :**

La capacité de confinement des eaux d'incendie est obtenue par le cumul de plusieurs volumes disponibles dont les rétentions des bâtiments (décaissement), rampes d'accès, autres rétentions internes ainsi que les rétentions créées à l'occasion des nouvelles constructions. Les ouvrages enterrés utilisés pour la régulation des eaux de ruissellement sont également utilisés à cette fonction. L'exploitant s'assure de la disponibilité permanente des volumes comptabilisés pour accueillir les volumes d'eaux nécessaires à la lutte contre le sinistre majeur identifié dans l'EDD, les produits libérés par l'incendie et les éventuelles intempéries concomitantes évaluées sur la base de 10 mm/m<sup>2</sup> de surfaces imperméabilisées captées par l'ouvrage. Ainsi évalué, les volumes maintenus libres en permanence pour les eaux d'extinction sont d'au moins 512 m<sup>3</sup>.

Les sorties de ces réseaux sont équipées de systèmes d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capables de le confiner. Ils sont facilement manœuvrables, actionnables en toutes circonstances, vérifiés périodiquement, signalés et connus du personnel.

**Constats :**

Les halls 1 et 2 sont des bâtiments avec un décaissement de plus de 25 cm par rapport au terrain naturel créant une capacité de rétention.

Pour les stockages extérieurs, le site est équipé de 3 vannes de barrage dont 2 sont régulièrement manipulées.

Lors de la visite, la 3<sup>e</sup> vanne d'obturation a été testée (test concluant). La mise en sécurité du site via la fermeture des vannes de confinement est prévue par consignes en cas d'incendie ou de

déversements de produits (avec rappel de la consigne à proximité des vannes en question).

**Observation 3 :** La signalisation des vannes de confinement mérite une nouvelle peinture sur les regards concernés. Par ailleurs, l'exploitant veillera à vérifier régulièrement le fonctionnement des différentes vannes et à sensibiliser son personnel sur l'existence de ces vannes et sur les réflexes à adopter en cas de sinistre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N°15 : Parois coupe-feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, Annexe 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Parois coupe-feu

**Prescription contrôlée :**

Plans des murs coupe – feu en annexe 2

**Constats :**

L'exploitant a justifié du caractère coupe-feu des 2 murs principaux présents au sein des halls principaux. Le rapport de vérification des portes coupe-feu du 21/12/2023 a été présenté et ne montre pas d'anomalie.

**Observation 4 :** Suite au début d'incendie survenu dans la nuit du lundi 8 au 9 janvier 2024, une des portes coupe-feu ne dispose plus de détection incendie associée. Dans l'attente de sa réparation, la porte doit être maintenue en position fermée.

Le prolongement d'un mur coupe feu prévu dans le dossier de demande d'autorisation est lié au projet d'aménagement de la parcelle voisine et ne devra pas être oublié lors de la phase de réalisation.

L'exploitant a fait part de son projet de remplacement de la détection incendie en cours (avec double dispositif actuellement) avec changement de prestataire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours